



DEUXIEME RENCONTRE INTERNATIONALE

26 & 27 Janvier 2023

UNIVERSIDADE NOVA DE LISBOA, LISBONNE



SOMMAIRE

La deuxième rencontre internationale de
l'Alliance Migrations

1

Concrétiser une politique alternative d'accueil

2

**Ateliers : Echangeons sur nos pratiques
d'accueil**

Participation politique et citoyenne

Discours positif des migrations et interculturalité

Accès inconditionnel aux droits

3

**Mobilisations locales et mise en réseau des
territoires : améliorer la gouvernance des
migrations**

4

**Ateliers : co-construction d'un plan d'actions de
l'Alliance Migrations**

*Pour un agenda international qui prenne en compte la voix
des acteurs locaux*

Essayer un changement de regard depuis nos territoires

Des outils communs pour renforcer des pratiques

5

**Déclaration finale : un agenda international
commun pour les migrations**

LA DEUXIÈME RENCONTRE INTERNATIONALE DE L'ALLIANCE MIGRATIONS

En 2019 à Paris, l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle et l'Association Nationale [française] des Villes et Territoires Accueillants ont réuni plus de 180 participant.e.s (représentant.es de collectivités locales, représentant.es d'associations, réseaux, collectifs citoyens et syndicats) originaires de 25 pays et de 30 villes d'Afrique, des Amériques et d'Europe pour lancer le projet d'une alliance durable entre autorités locales et société civile pour défendre un changement de cap en matière de politiques migratoires fondé sur le respect des droits fondamentaux des personnes exilées et la prise en compte de la parole et de l'expertise des acteurs locaux engagés dans la solidarité : « l'Alliance Migrations ».

A la suite de sa 1ère rencontre (entre 2020 et 2022), « l'Alliance » pilotée par l'OCU et l'Anvita a fait l'étude de quelques territoires inspirants pour faire émerger un « socle commun » de politiques alternatives proposées à l'échelle des territoires. Ce socle se construit autour des 3 piliers suivants :

1. La participation politique et citoyenne
2. L'accès inconditionnel aux droits
3. Un discours positif des migrations par l'interculturalité

Un dialogue international a été entretenu entre les acteurs de l'Alliance qui a déployé avec la pandémie une série de webinaires autour des 3 axes et rassemblant à chaque fois de nouveaux acteurs.

Plus de trois ans plus tard, La deuxième rencontre internationale de l'Alliance Migrations s'est tenue les 26 et 27 janvier 2023 à Lisbonne. Accueillie au sein de l'Université NOVA de Lisbonne, cette rencontre a réuni plus de 130 participant.es représentant 41 territoires locaux dans 23 pays différents d'Afrique, d'Amériques, d'Asie et d'Europe. Ils et elles ont pu échanger lors de tables rondes et d'ateliers, interprétés en français, anglais, espagnol et portugais.

La rencontre s'est organisée autour de 2 temps : une première journée tournée sur l'échange de pratiques, la seconde pour réfléchir à des perspectives de mobilisations communes.

La 1ère journée, les ateliers d'échanges de pratiques ont permis de faire « atterrir » le socle commun sur la réalité des territoires. Ces temps ont été complétés de deux tables rondes sur les enjeux de la mobilisation politique des territoires pour un changement durable des politiques migratoires. L'objectif était de montrer les manières dont les acteurs locaux s'engagent, soit pour la pérennisation et le renforcement de leurs politiques d'accueil au local, soit pour influencer un changement au-delà de leurs territoires et donc aux autres échelles de gouvernance, nationale, régionale et internationale.

Cette journée s'est conclue par une cérémonie de remise de Passeports de Citoyenneté Universelle à:

- Cyntia de Paula, Présidente de Casa do Brasil
- Carol Dartora, Militante féministe et du Movimento Negro et Elue au Conseil Municipal de Curitiba
- Maria Dantas, Militante brésilienne et Membre du Congrès des Députés d'Espagne
- Lilia Rebaï, Représentante d'Euromed Droits
- Mimmo Lucano, ancien maire de Riace, qui n'était pas présent à l'événement en raison de son procès mais auquel nous avons adressé notre soutien collectif.

Le deuxième jour de la rencontre était consacré à la co-construction d'un agenda de mobilisations communes autour de 3 axes de travail principaux et de pistes d'actions préparées en amont lors des webinaires :

1er axe : « Organisons le plaidoyer pour une autre gouvernance des migrations »

Action 1 : Organiser des rencontres régionales avec les décideurs, pour renforcer le dialogue autour de l'amélioration des politiques d'accueil régionale et nationale.

Action 2 : Le soutien au développement du GIEM, Groupe International d'Experts sur les Migrations, à l'image du GIEC, afin de fournir aux décideurs des informations scientifiques sur les politiques migratoires.

2e axe : « Sensibilisons sur d'autres modèles de citoyenneté/d'accueil possibles »

Action 1 : Coordonner une Semaine de l'Accueil

Action 2 : Promouvoir la carte de citoyenneté locale

3e axe : « Renforçons la mise en réseau entre les territoires »

Action 1 : Construire une plateforme numérique collaborative

Action 2 : Organiser des rencontres thématiques entre acteurs locaux

Ces ateliers de co-construction ont abouti à une déclaration finale (cf. page 13), qui a présenté les 6 actions collectives retenues par l'Alliance Migrations pour les prochaines années.

CONCRÉTISER UNE POLITIQUE ALTERNATIVE D'ACCUEIL

Durant la première matinée de la rencontre, les discours d'ouverture des différentes organisations ont été suivis d'une première table ronde ayant pour thématique « Concrétiser une politique alternative d'accueil » et visant à ce que des représentant.e.s de territoires locaux des 3 continents puissent confronter leurs enjeux et leurs dispositifs liés à l'accueil.

5 intervenant•es ont donc présenté les différents contextes de leur territoire, les problématiques auxquelles elles et ils doivent faire face ainsi que les solutions possibles pour y palier :

- Mohamed Ben Maouloud, Maire de Gao (Mali)
- Jean-Philippe Gautrais, Maire de Fontenay-sous-Bois (France)
- Zoe Nkongolo, Directeur de Africa Unite Cape Town (Afrique du Sud)
- Isabella de Roldao, Maire adjointe de Recife (Brésil)
- Cynthia de Paula, Présidente de la Casa do Brasil (Portugal)



Il en est ressorti des échanges qu'il était impossible de penser à des politiques alternatives sans penser à la participation des personnes migrantes et sans considérer les problématiques spécifiques liées au genre. La première étape de l'accueil est l'hébergement, et il est nécessaire de viser des solutions de logement durables pour viser un accueil permanent et pérenne. L'accès au travail est également prioritaire, même dans les territoires identifiés comme étant des zones de « transit » sur les parcours migratoires. Enfin, pour pallier les inégalités en termes de droit, les collectivités et les associations doivent travailler main dans la main pour sensibiliser et éduquer les populations migrantes et locales aux enjeux des migrations et à l'interculturalité, et lutter contre les préjugés dont les personnes déplacées internes peuvent aussi être victimes.

ATELIERS

ECHANGEONS SUR NOS PRATIQUES DANS LES TERRITOIRES

PARTICIPATION POLITIQUE & CITOYENNE

CONTEXTE

Pour promouvoir une autre vision des migrations et mettre en place une politique efficace d'accès inconditionnel aux droits, il est nécessaire d'inclure les personnes migrantes dans le processus de construction des politiques publiques et des dispositifs d'accueil. Reconnaître aux personnes issues d'un parcours migratoire leur place dans nos sociétés, au-delà d'un statut d'« accueilli.e » suppose de reconnaître leur « pouvoir d'agir » et leur participation de fait à la vie des territoires, mais aussi d'ouvrir les droits et les espaces de participation et de représentation politique. Ainsi, la participation politique et la citoyenneté de résidence sont deux éléments fondamentaux pour dépasser une approche d'assistance et reconnaître le rôle actif des personnes migrantes dans la ville. Les politiques municipales favorisant la participation des résident.es étranger.es, se déclinent en trois approches. En premier lieu, Les institutions publiques doivent ouvrir des instances de démocratie participative dédiées aux résident.es étranger.es à travers les conseils consultatifs, des budgets participatifs, etc... En deuxième lieu, les participant.es insistent sur l'importance de la prise en compte de l'auto-organisation politique des personnes concernées. Il convient de reconnaître la multiplicité des formes de participation dans lesquelles s'engagent de fait les personnes, quel que soit leur statut administratif : activités culturelles, sociales, économiques et politiques. Le tissu associatif et militant joue un rôle primordial dans l'accès à ces leviers participatifs. Enfin, de plus en plus de territoires portent une réflexion sur une carte de citoyenneté de résidence, comme levier pour l'accès aux droits et la reconnaissance sociale et politique. Selon les modalités, ces cartes ont le pouvoir d'officialiser la reconnaissance de l'appartenance des résident.es étranger.es au territoire et de servir de levier symbolique et politique auprès des instances nationales pour le droit au séjour et la régularisation des personnes sans papiers. Cet outil peut d'ailleurs être décliné dans de nombreux territoires et s'adapter aux spécificités de ces derniers.

INTERVENANT.E.S

- Lariza Dugan-Cuadra, Carecen – San Francisco (Etats-Unis)
- Ana Carolina Dartora, Elue de la ville de Curitiba (Brésil)
- Mohamed Wajdi Aydi, Adjoint au Maire de Sfax (Tunisie)
- Nayan Kiang, Fondateur et Président de Solidarités Asie France (France)
- Rudi Osman, Directeur de l'Union des Etudiant.e.s Exilé.e.s (France)
- Christos Lazaridis, Greek Refugee Forum (Grèce)

La promotion du droit de vote et d'éligibilité des résident.e.s étranger.e.s aux élections locales et la conception de cartes locales d'habitant.e.s sont des solutions de plus en plus répandues à travers les territoires. Il est par ailleurs important de favoriser l'auto-organisation des communautés de personnes migrantes par de l'action humanitaire et sociale et le partage d'informations, et de faire du plaidoyer à l'échelle locale comme européenne.

DISCOURS POSITIF DES MIGRATIONS & INTERCULTURALITE

CONTEXTE

Une étape essentielle à la garantie d'un accueil digne et à l'inclusion des personnes migrantes, est la promotion d'un autre discours sur les migrations, qui valorise la diversité comme une richesse, lutte contre les discriminations et favorise la cohésion sociale entre les habitants de différentes origines sociales et culturelles. Cette approche se concrétise à la fois par un travail d'historicisation et de construction d'une mémoire collective autour des migrations et par des initiatives qui visent à promouvoir des espaces d'échanges interculturels et inclusifs entre les habitant.es. En effet, la co-construction, avec les autorités locales et les acteurs de la société civile, d'une mémoire collective incluant l'histoire des exilé.e.s, est nécessaire pour porter un récit antiraciste et conscient des dynamiques historiques et actuelles liées à la colonisation, revendiquer la fierté d'un territoire construit grâce à son histoire migratoire et affirmer l'appartenance de tou.tes à un même territoire.

INTERVENANT.E.S

- Christina Pope, Welcoming International (Etats-Unis)
- Marie-France René, Ville de Montréal (Canada)
- João Alexandre Gonçalves Cunha Mota, Centre des Migrations de Fundão (Portugal)
- Jorge E. Muiño, Secrétariat des relations internationales et du gouvernement ouvert de Canelones (Uruguay)
- Sylvie Tomic, Adjointe au Maire de Lyon (France)
- Fatima Parret, Emmaüs Bussièrès et Pruns (France)



Les Semaines de l'Accueil permettent notamment des espaces de rencontres interculturelles et de valoriser les apports des migrations. Un enjeu important est de coupler ces initiatives de sensibilisation de la lutte contre le racisme et toute forme de discrimination.

ACCES INCONDITIONNEL AUX DROITS

CONTEXTE

Enfin, accueillir dignement implique de respecter les droits fondamentaux de chacun.e, quel que soit son parcours migratoire, mais aussi de faciliter l'accès aux droits sociaux, économiques et politiques à tou.tes les résident.es, de façon globale et pérenne. Il faut alors repenser l'accès aux droits au-delà des catégories introduites par des politiques de tri, qui tendent à exclure ou maintenir certaines personnes aux marges du droit commun, en fonction de leur situation administrative ou de la durée de leur séjour sur le territoire. Au-delà d'une perspective urgentiste, humanitaire, reposant sur l'assistance de quelques-un.es et la garantie d'un seuil minimum de protection aux plus précaires, il s'agit de promouvoir et d'ancrer une approche en termes de droits et d'émancipation de toutes et tous, de manière universelle. Défendre l'accès aux droits de toutes les personnes habitant le territoire et notamment celui des exclues que sont souvent les exilé.es, exige de penser ensemble et de façon transversale l'action des acteurs de terrain institutionnels et associatifs dans les différents champs d'accès aux droits. Lorsque le dialogue entre acteurs institutionnels et associatifs n'est pas établi, il est important que la société civile se coordonne et s'organise au sein d'un même territoire, afin de faire valoir ses propositions et ses ressources. Il est cependant certain que l'engagement des territoires pour l'accès universel aux droits, aussi fort soit-il, se heurtera toujours aux politiques étatiques de restriction d'accès à la régularisation et à la nationalité, en raison du système actuel de partage des responsabilités liées à l'accueil. Ainsi, il est nécessaire de repenser un autre modèle de gouvernance des migrations, qui impose à la fois la responsabilité de l'État liée à la protection digne et inconditionnelle de toutes les personnes présentes sur le territoire national, et permette un dialogue et un meilleur partage de compétences entre l'État et les territoires locaux concernant l'installation durable des personnes migrantes et l'accès au séjour régulier.

INTERVENANT.E.S

- Halima Menhoudj, Adjointe au Maire de Montreuil (France)
- Laura Lentini et Pauline Mallet, Collectif Liège Ville Hospitalière (Belgique) et Jérôme Battistini, Secrétaire de Cabinet, Échevinat des Solidarités, de la Cohésion Sociale et des Droits des Personnes, Liège (Belgique)
- Maike Caiulo-Prahn, Bureau Indépendant des Plaintes de Berlin (Allemagne)
- Jan Braat, Ville d'Utrecht (Pays-Bas)
- Jorge Hidalgo, Sous-directeur des Migrants de la Ville de Mexico (Mexique)
- Angelo Moretti et Gabriella Debora Giorgione, Rete italiana dei Piccoli Comuni del Welcome (Italie)

Les collectivités et la société civile ont de nombreux moyens d'actions pour favoriser l'accès aux droits des personnes exilées. En partant de l'hébergement et en créant un dialogue entre la société civile et les autorités locales afin d'agir de manière complémentaire et créer des synergies entre les différents services proposés. Il est possible de créer un accompagnement social et juridique, l'apprentissage de la langue, la mise à disposition des informations nécessaires et des services d'écrivains publics afin que les personnes exilées puissent avoir accès à l'ensemble de leurs droits. Il est également possible d'accompagner les personnes exilées dans le dépôt de plainte afin de faire respecter leurs droits fondamentaux.

MOBILISATIONS LOCALES ET MISE EN RESEAU DES TERRITOIRES : AMELIORER LA GOUVERNANCE DES MIGRATIONS

L'objectif de ce temps était de montrer les manières dont les acteurs locaux s'engagent, soit pour la pérennisation et le renforcement de leurs politiques d'accueil au local, soit pour influencer un changement au-delà de leurs territoires et donc aux autres échelles de gouvernance, nationale, régionale et internationale. Les échanges ont confirmé l'idée que pour faire en sorte que les mesures locales d'accueil ne se limitent pas à des projets mais deviennent des politiques pérennes, et pour parvenir à ce qu'elles inspirent des changements plus généralisés et systémiques, il était nécessaire que les territoires s'engagent politiquement, collectivement et de manière persistante, face à un déclin général de la condition des personnes migrantes dans le monde.

INTERVENANT.E.S

- Tatyana Friedrich, récemment élue directrice des migrations du gouvernement brésilien
- Jemimah Cochrane, responsable du programme Cities4Action à la Ville de New York (Etats-Unis)
- Hassane Boukar, chargé de projet à Alternative Espace Citoyen (Niger)
- Jean Rousseau, ancien président d'Emmaüs International et membre de l'OCU



De leurs prises de parole est ressortie l'importance de la mise en réseau des Villes avec les organisations de la société civile au niveau local, pour faire en sorte qu'un filet d'accueil soit garanti, en particulier durant les gouvernements d'extrême droite. Les gouvernements ont la responsabilité de soutenir ces réseaux solidaires, afin qu'ils se formalisent, se pérennisent et se mobilisent en résistance lorsque des gouvernements répressifs sont au pouvoir. Les réseaux de Villes ont le potentiel de créer un rapport de force institutionnel pour faire entendre les revendications des acteurs locaux auprès du gouvernement. Mais s'il est important pour les autorités locales de se mobiliser, les organisations de la société civile ont aussi un impact, et surtout lorsqu'elles se structurent en réseau.

En effet, il est nécessaire et légitime que les organisations de la société civile s’emparent des questions liées à la gouvernance des migrations, lorsque les élus ne sont pas prêts à gérer cette question ou n’en ont pas les compétences en raison de la primauté régalienne de l’Etat sur la gestion des frontières. Les associations ont la capacité de s’auto-saisir, même sous des régimes averses à la migration, et elles peuvent ainsi devenir de vrais alliés des collectivités locales dans la mise en place de dispositifs locaux d’accueil. Constituées en réseaux associatifs, elles ont également le potentiel d’amplifier leur impact jusqu’à parvenir à dialoguer avec les gouvernements et les institutions internationales. En somme, ces mobilisations visent à faire émerger un rapport de force qui naisse des citoyens et qui impose les acteurs locaux et les personnes concernées comme des interlocuteurs valables aux yeux du gouvernement, face à des politiques migratoires qui persistent dans le non-respect des droits depuis des décennies. Il est important de se rappeler que la base de notre engagement pour un changement de gouvernance des migrations est le respect de la liberté de circulation et des droits fondamentaux, qui est de nature apaisante et universelle, puisqu’il est ancré dans le droit international.



A travers une discussion entre les intervenants et la salle, a été relevée la nécessité de prendre conscience que l’impérialisme et le néocolonialisme sont toujours présents et qu’ils influencent intrinsèquement la manière dont les migrations sont gérées, notamment à travers les partenariats « Nord-Sud » d’externalisation des frontières, les politiques de déportation des personnes migrantes dans leurs pays d’origine ou les manières différenciées dont sont traitées les diasporas dans les pays d’accueil. Il est donc nécessaire d’entretenir des mobilisations qui visent à lutter contre ces rapports de domination, en soutenant les voix des pays du « Sud » et celles des personnes en situation d’exclusion.

ATELIERS

CO-CONSTRUCTION D'UN PLAN D'ACTIONS DE L'ALLIANCE MIGRATIONS

POUR UN AGENDA INTERNATIONAL QUI PRENNE EN COMPTE LA VOIX DES ACTEURS LOCAUX

CONTEXTE

Lors de cet atelier de co-construction, l'enjeu était de s'organiser conjointement afin de porter des actions de plaidoyer au niveau des différentes instances régionales, afin de porter les revendications des territoires locaux en faveur de politiques d'accueil aux échelles de gouvernance supérieures.

LES PISTES D'ACTIONS CHOISIES

ACTION 1 : Organiser des rencontres régionales avec les décideurs, pour renforcer le dialogue autour de l'amélioration des politiques d'accueil régionale et nationale.

3 rendez-vous ont été identifiés comme stratégiques pour faire vivre la dynamique de l'Alliance à l'échelle des régions :

- Une rencontre européenne d'interpellation à Strasbourg (le 14, 15 et 16 juin 2023) à l'initiative de l'ANVITA et de la Ville de Strasbourg pour réfléchir aux questions migratoires au niveau régional (avec un focus sur l'accès au droits et les enjeux de l'hébergement et du logement).
- Une rencontre d'interpellation à Sao Paulo les 8 et 9 novembre 2023.
- Le Forum Social Africain des Migrations en 2023 (envisagé pour septembre 2023)

Ces rencontres doivent viser plusieurs objectifs sous-jacents. Tout d'abord, il s'agit de renforcer les référent.es globaux.ales et les référent.es locaux.ales pour décliner la dynamique de l'Alliance Migrations à des contextes régionaux divers tout en s'appuyant sur des espaces existants comme les forums sociaux régionaux des migrations. Ensuite, il s'agit de tenir des espaces politiques rassembleurs et visibles en faveur du droit à la mobilité et de l'accueil qui prennent le contrepied d'une idéologie xénophobe et sécuritaire qui monte partout dans le monde. Ces rencontres devraient également permettre de donner la parole aux premier-es concerné-es et que ce soient des acteurs qui prennent partie prenante des choix dans l'élaboration des actions (de plaidoyer, de sensibilisation, échange de pratiques etc.). L'idée de ces événements provient aussi du besoin de soutenir les municipalités et les associations locales pour prendre de la distance vis-à-vis de l'urgence du quotidien et construire des réseaux d'entre aide et de partage entre pairs.

ACTION 2 : Le soutien au développement du GIEM, Groupe International d'Experts sur les Migrations, afin de fournir aux décideurs des informations scientifiques sur les politiques migratoires

Le GIEM est une initiative proposée par des chercheurs et chercheuses de construire un réseau académique mondiale sur les migrations capable de produire un état de l'art sur ces enjeux du point de vue de la science. Une dynamique telle que celle de l'Alliance Migrations pourrait servir d'interface pour adresser collectivement les préoccupations des acteurs des territoires à la recherche.

ESSAIMER UN CHANGEMENT DE REGARD DEPUIS NOS TERRITOIRES

CONTEXTE

Cet atelier visait à co-construire une stratégie de sensibilisation du grand public pour induire un réel changement de culture vis-à-vis des personnes migrantes et du vivre ensemble. L'objectif était de préciser des actions qui puissent se vivre à l'échelle de l'Alliance Migrations, c'est-à-dire à l'échelle locale et dans une perspective globale soit en mettant en syntonie des territoires au même moment (« la semaine de l'accueil ») soit autour d'un même outil (les carte d'habitants ou de citoyenneté locale).

LES PISTES D'ACTIONS CHOISIES

ACTION 1 : Coordonner une Semaine de l'Accueil

Le principe de cette action des de coordonner les actions locales de sensibilisation liées à l'accueil, au vivre-ensemble et à la citoyenneté inclusive. Ses objectifs seront de valoriser l'interculturalité dans les territoires, de faire connaître les actions solidaires d'accueil existantes, et démocratiser l'espace public autour de ces questions et de déconstruire les idées reçues sur les migrations. Il s'agira d'identifier les espaces où la Semaine de l'Accueil pourra se tenir (espace public, solidaire, etc) et d'identifier le contenu des événements. Des idées ont émergé de se servir d'objets culturels tels que la musique et la cuisine comme vecteurs, d'organiser des activités autour de l'histoire migratoire du lieu, de collecter et partager des témoignages sur les parcours migratoires, etc. La cible sera les populations résidentes, y compris et avec une participation importante des habitant.e.s en situation de migration. Il faudra lancer l'organisation de la Semaine de l'accueil 6 mois avant sa tenue et mobiliser les outils mis à disposition par Welcoming International.

ACTION 2 : Promouvoir la carte de citoyenneté locale

Les objectifs de cette carte seront multiples et déclinables en fonction des enjeux et des réalités de chaque territoire :

- Créer un symbole pour renforcer le sentiment d'appartenance à la ville, qui soit inclusif pour tous les habitant.e.s y compris les personnes migrantes
- Permettre aux personnes dites sans-papiers d'être reconnues par les agents de la Ville et d'accéder à différents services pour faciliter le quotidien
- Promouvoir une vision alternative de la citoyenneté

La carte prendra de la force lorsqu'elle sera investie par des résident.e.s y compris non migrant.e.s, il s'agit donc de faire en sorte qu'elle soit attractive pour tous et toutes. La carte doit chercher à être inclusive pour toutes les personnes potentiellement victimes de discrimination (s'ouvrant par exemple à la reconnaissance des diversités sexuelles et de genre). Une piste d'élargissement serait de faire reconnaître les cartes municipales pour qu'elles puissent être reconnues dans d'autres villes d'un même pays. Il est également important de ne pas penser cet outil uniquement du point de vue des pays dit d'accueil mais également comme un outil permettant une certaine protection, par exemple sur les routes des pays de transit. Un enjeu important sera de créer du lien entre la carte et la Semaine de l'Accueil (qui pourra par exemple servir de lieu de rencontre de ses détenteur.rice.s).

DES OUTILS COMMUNS POUR RENFORCER DES PRATIQUES

CONTEXTE

Durant cet atelier, la préoccupation a été de parcourir les obstacles à la mise en réseau des territoires engagés dans l'accueil, et les manières dont les collectivités locales et les associations de différentes régions du monde pourraient renforcer leur coopération.

LES PISTES D'ACTIONS CHOISIES

ACTION 1 : Construire une plateforme numérique collaborative

Cette plateforme visera à renforcer les liens entre acteurs locaux et à favoriser le partage de connaissance et d'outils concrets. Il prendra dans un premier temps la forme d'une cartographie ou d'un annuaire des actions des territoires, afin de permettre aux participants à l'Alliance Migrations de s'inspirer des pratiques déjà existantes et de contacter directement leurs porteurs pour un accompagnement des territoires locaux par d'autres territoires locaux

ACTION 2 : Organiser des rencontres thématiques entre acteurs locaux

L'objectif de ces cycles de rencontres thématiques sera d'accompagner les territoires qui s'intéressent aux enjeux de l'accueil mais qui manquent d'outils. Elles prendront la forme de webinaires sur des thématiques techniques précises. Quelques exemples de grands thèmes ont été proposés :

- La régularisation
- La décentralisation de l'accueil des primo-arrivant.e.s
- La question de l'accueil en zone rurale
- L'accueil dans les territoires marqués par l'externalisation des frontières

Il faudra penser ces rencontres de manière participative, en s'appuyant sur l'éducation permanente et sur des méthodes d'intelligence politique et collective.

IDEES POUR RENFORCER L'ALLIANCE MIGRATIONS

Cette rencontre a permis de montrer que l'Alliance Migrations avait une réelle plus-value en tant que réseau international qui organise la rencontre entre autorités locales et société civile autour de mesures concrètes liées à l'accueil. Cette force commune peut nous permettre de porter des combats à une échelle plus grande et il faut valoriser cette crédibilité et capacité d'interpellation. Plusieurs idées ont été données afin de renforcer et de structurer l'Alliance Migrations :

- Renforcer la communication externe pour que l'Alliance Migration
- Renforcer la communication interne (plateforme et webinaires)
- Elire un comité de suivi élargi
- Favoriser/faciliter la participation des personnes concernées, notamment par la formation et l'interprétariat : associations de migrants, de femmes, de personnes trans, de personnes LGBTIQ+
- Replacer les expériences concrètes au cœur des échanges
- Utiliser les méthodes d'éducation permanente/populaire pour co-construire des actions collectives
- Créer une charte d'adhésion à l'Alliance Migrations pour formaliser et pérenniser l'engagement des participants à la dynamique



L'Alliance Migrations est un projet ouvert et collectif.

Pour prendre part active à la dynamique de l'Alliance ou pour plus d'info :

[*contact@alliance-migrations.fr*](mailto:contact@alliance-migrations.fr)

DÉCLARATION FINALE

UN AGENDA INTERNATIONAL COMMUN POUR LES MIGRATIONS

La deuxième rencontre de l'Alliance Migrations, organisée par l'OCU et ANVITA, s'est tenue à l'Université Nova de Lisboa, dans la ville de Lisbonne, au Portugal, les 26 et 27 janvier 2023, avec la participation de plus de 130 personnes, représentant 41 villes dans 23 pays. Ces deux jours d'activités, d'échanges et de co-construction ont prouvé que de nombreuses bonnes pratiques existent, fonctionnent et devraient servir d'exemple pour un autre modèle d'accueil des personnes migrantes et des réfugiées. Leur efficacité dépend d'une bonne coordination entre les différents acteur.rice.s locaux.ales : autorités locales et organisations de la société civile, notamment organisations dirigées par des premier.e.s concerné.e.s.

Que ce soit en Afrique, en Amérique ou en Europe, ces pratiques locales méritent d'être soutenues, diffusées et encouragées à être reproduites dans d'autres lieux et contextes. Ces pratiques tournent autour de la promotion de l'interculturalité, de l'accès inconditionnel aux droits et de la participation politique et citoyenne des résident.e.s d'un territoire.

Ces temps d'échanges autour des pratiques ont permis de co-construire un agenda commun d'actions pour une gouvernance alternative des migrations, impliquant tous les acteur.rice.s de la société civile et les gouvernements locaux, et axée sur l'émancipation des personnes migrantes. Cet agenda est à destination de trois cibles clés et complémentaires : les institutions nationales et internationales, l'opinion publique et les territoires. Le plaidoyer en direction des institutions se basera sur les expériences locales afin qu'elles inspirent les politiques nationales et internationales. Il s'agira de co-construire des temps d'interpellation auprès des décideur.euse.s de chacune de nos régions du monde représentées et de travailler avec des chercheurs pour la mise en œuvre d'un Groupe International d'Experts sur les Migrations (GIEM).

Les 15 et 16 juin 2023, à Strasbourg, les acteur.rice.s de l'Alliance Migrations interpellent l'Europe et ses États afin que d'autres modèles soient la référence pour un accueil digne des personnes cherchant refuge sur le continent. Les 8 et 9 novembre 2023, à Sao Paulo, s'ensuivra un temps fort latinoaméricain pour s'adresser aux dirigeant.e.s régionaux.ales et impulser des politiques d'accueil et d'inclusion respectueuses des droits humains. En 2024, le continent africain sera mis à l'honneur pour que les États africains prennent en considération les revendications des acteurs.rice.s locaux.ales dans l'accueil des personnes en situation de migration et d'exil.

Les actions de sensibilisation destinées à l'opinion publique viseront à changer le discours sur la migration, un discours raisonné basé sur la notion d'interculturalité. Cette communication à destination du grand public sera coordonnée et largement diffusée auprès des acteur.rice.s de l'Alliance Migrations afin que chacun.e puisse s'en saisir sur son territoire. Une Semaine de l'Accueil sera célébrée chaque année pour gagner en visibilité et en impact auprès des populations de nos territoires. La carte de citoyenneté locale sera également un outil pour ouvrir des droits localement, impliquer les personnes migrantes et sensibiliser l'ensemble de la population. Il a été noté que les réseaux sociaux ont un rôle important à jouer pour combattre les idées reçues.

Pour renforcer le travail en réseau, une plateforme collaborative pourrait être mise en place pour donner de la visibilité aux expériences locales concrètes du monde entier, proposer des outils opérationnels et faciliter les contacts. L'objectif est d'apporter un réel soutien aux acteur.rice.s locaux.ales travaillant sur les questions de régularisation.

L'identité de l'Alliance Migrations devra être clairement définie pour permettre un sentiment d'appartenance à ses participant.e.s, et pour inclure toutes les personnes (femmes, sans-papiers, personnes LGBTQ, etc.) et tous les territoires (territoires africains, territoires asiatiques, territoires ruraux).

Les futures réunions devraient être basées sur des outils d'intelligence collective afin d'inclure toutes et tous.

Compte tenu de ces stratégies et engagements de la part de l'Alliance Migrations et afin de pour les rendre réalisables, tou.te.s les participant.e.s à la réunion acceptent et présentent le calendrier suivant d'actions communes.

Fait à Lisbonne, le 27 janvier 2023.



